



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Jean Pelatan, *Rapport du groupe de travail B : Crise et espace rural*

Citer ce document / Cite this document :

Jean Pelatan, *Rapport du groupe de travail B : Crise et espace rural*. In: *Économie rurale*. N°138, 1980. pp. 40-41;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1980_num_138_1_2721

Fichier pdf généré le 08/05/2018

CRISE ET ESPACE RURAL

Rapporteur : Jean PELATAN

Sous les présidences de MM. BERGMANN et BONTRON, le groupe participe aux exposés de B. HERVIEU et D. LÉGER (groupe de Recherches Sociologiques, CNRS - Université de Nanterre) et de Mme M. E. CHASSAGNE (Laboratoire d'Econométrie de l'Ecole Polytechnique).

I. — B. HERVIEU et D. LÉGER présentent l'état de leurs recherches sur la **spécificité du retour à la ruralité** : il s'agit à la fois d'un néo-ruralisme et d'un recours à la terre (plus qu'un **retour**, car beaucoup n'en sont pas directement partis). B. HERVIEU replace d'abord ce mouvement dans son contexte historique ; il dégage les grands moments du recours à la ruralité. 1. A la fin du 18^e siècle, l'idée de nature semble se dérober, le système agraire se transforme mais l'espace rural fournit encore 80 à 90% de la production économique du pays : c'est l'époque des bergeries du couple royal (Rambouillet, Versailles). 2. A la fin du 19^e siècle, la Troisième République crée vraiment la paysannerie, le Ministère de l'Agriculture prend toute sa dimension, la littérature et l'art célèbrent les valeurs paysannes ; alors s'opère la jonction entre terre et patrie, champ et pays, bornage et frontière. 3. A la période contemporaine, annoncée dès avant 1939 par les actions des Delteil, Lanza del Vasto, Marcel Légaut, face à la crise de civilisation dénoncée depuis 1970 par de nombreux organismes et mouvements, et prenant actuellement une dimension internationale.

Puis D. LÉGER tente de spécifier le néo-ruralisme : citadins sans passé rural, ses adeptes veulent restituer les rythmes fondamentaux de la nature, redécouvrir le mode de vie des campagnes d'autrefois, refuser le présent, l'artificialité du système urbano-industriel. Parti en 1968 du mouvement communautaire s'établissant dans des zones rurales désertifiées (Cévennes...), le courant néo-ruraliste, après 1974-75, veut s'insérer davantage dans le milieu local, par une organisation matérielle respectant les principes de la vie naturelle aussi bien que les pratiques de la société rurale du passé. Ce sont les intermédiaires culturels : enseignants, architectes, animateurs... conscients du décalage entre leur culture, leurs diplômes, leur ancienne vocation et l'incertitude de leur situation transformée, bureaucratisée, mal considérée. Rejetant la société globale - en cela ils restent très marqués par 1968 - ils voudraient pouvoir conquérir une position sociale plus importante, quitte à reconstituer, par l'animation en milieu rural, des positions quasi-notablières à l'échelon local. En tous cas, une partie d'entre eux semble bien placée pour jouer le rôle de «gardiens de la nature» dévolu maintenant aux populations des régions désertifiées.

La discussion, à laquelle participe notamment MM. BOUSSARD, GABORIAUD, BRUN, PELATAN, LABOUESSE, permet de dégager la part de ces néo-ruraux croyant à une proche Apocalypse et cherchant à trouver des solutions à l'échelle humaine, surtout depuis quelques mois ; de montrer comment ils ont pu infléchir des stratégies officielles de développement en les adaptant véritablement aux besoins et aux moyens locaux ; de cerner l'importance de ceux qui gardent leur ancien poste tout en pratiquant une activité agricole (élevage ou micro-culture) ; de noter les conflits qui peuvent surgir entre ces animateurs et les notables ou chargés de mission sous contrat officiel, ainsi que la matière dont certains de ces différends peuvent s'estomper ; de voir les compromis auxquels on a pu arriver pour les reprises de terre et les restructurations foncières... Tout cela témoigne d'un dynamisme non négligeable, et provoque une certaine sympathie pour ces mouvements, qui succède au mépris ou à l'ostracisme d'après 1968. Des nouvelles installations ne pourraient-elles pas être encouragées, au moins dans les zones très désertifiées ?

II. — Bien connue des lecteurs d'«Economie Rurale», M. E. CHASSAGNE livre ses réflexions sur **l'agriculture et son espace dans la société post-industrielle**. Elle rappelle d'abord l'existence de deux courants de pensée : le courant anglo-saxon, empreint de triomphalisme, pour qui la société tertiaire, gérant l'opulence et bénéficiant de loisirs et de services accrus, doit être prépondérante ; et le courant européen, plus critique, croyant à la crise de la société industrielle arrivée à maturité et devant gérer la pénurie : les tendances de cette société (diminution de la population agricole, croissance soutenue mais lente des emplois industriels, montée rapide du tertiaire) pourraient se retourner ou s'infléchir : diminution de l'exode agricole avec départs à la retraite moins nombreux (classes creuses) et maintien de la petite exploitation, diminution de l'emploi industriel (chômage, automatisation) et moins forte croissance du tertiaire. En réalité, M. E. CHASSAGNE montre que l'évolution agricole est commandée par la société économique globale et ses besoins, en amont et en aval, ainsi que par la politique agricole commune et la géopolitique à l'échelle mondiale. L'agriculture reste cependant plus sensible au facteur spatial et à son intégration à des sous-ensembles territoriaux (superficies utilisées par l'agriculture, terre considérée comme outil de travail et instrument de production). Elle est donc sous-tendue par un espace géographique concret, ce qui amène à s'interroger sur les effets, dans cet espace, des transformations de la société engloban-

te. On arrive ainsi à évoquer une image «duale» de l'économie et de l'agriculture, avec une double perspective :

- ou bien l'agriculture, bien intégrée à l'économie marchande, se renforce en devenant agriculture d'entreprise, liée aux firmes d'amont et d'aval : ce «centre» gagne sur la «périphérie», qui reste en marge des lois économiques de rentabilité, compétitivité, présence sur les marchés extérieurs ;

- ou bien le «centre» reste peu dynamique, incapable de gagner les autres systèmes : la «périphérie» non mesurable devient une réalité objective qui tend à se stabiliser avec le maintien d'exploitations-retraites, marginales, à double activité : de subsistance, travaillant pour la consommation courante locale, mais en complémentarité avec l'économie «centrale».

Cette économie périphérique possède un pouvoir régulateur, adapté aux problèmes des économies en crise, où elle apparaît comme un filet de sécurité. Ce dualisme peut se développer aussi bien en régime dirigiste que libéral : le socialisme autogestionnaire, libertaire ou utopique peut engendrer des formes mutualistes ou coopératives et apparaître ainsi comme un système régulateur pour la survie du capitalisme, tout en remettant en cause celui-ci.

MM. THOMAS, GABORIAUD, BOUSSARD, LA-COMBE, M^{mes} D. LEGER et M. E. CHASSAGNE débattent sur cet exposé «très tonique pour l'esprit» (M. BONTRON), sur la place du travail au noir dans les activités périphériques (difficile à quantifier, car informel ou monétarisé) ; sur l'émergence des nouveaux circuits courts : achats directs, sous forme coopérative, dans des grandes surfaces du type Sica-écologique à Blois ; sur l'importance des

systèmes technico-économiques adaptés aux petites exploitations, mais qui doivent être soutenus par les structures économiques régionales (Comité de Développement Régional par exemple) ; sur les conflits en espace périurbain, où la rente de situation liée à la présence du fait urbano-industriel est exploitée au maximum ; sur la nécessité, en exploitation de petite agriculture, de réintégrer, dans la complémentarité des productions, des éléments passés aux techniques actuelles ; sur l'intérêt que commencent à porter l'Etat, les SAFER, aux expériences nouvelles de «croissance sobre» et «gratifiante» (V. Giscard d'Estaing, Discours, 18 oct. 1976 et 19 juin 1979) : nouvelle diversification des cultures, valorisation des produits locaux sur des marchés «parallèles», pluriactivité, agriculture intensive en petites parcelles travaillées après la journée d'usine ou de bureau... Plusieurs intervenant soulignent l'importance des pratiques locales traditionnelles revalorisées par la dynamique de l'exploitation familiale, tendance déjà soulignée dans le rapport de J. POLY, Directeur de l'INRA (1978).

Enfin, a été soulignée l'ambiguïté des définitions, en particulier celle du système périphérique qui recouvre des sous-ensembles sociaux très hétérogènes, la définition de l'exploitation agricole variant d'un service administratif à un autre ; il en est de même avec le statut des femmes d'exploitants : si elles se déclarent chef d'exploitation, les statistiques (RGA, BAPSA) devront être interprétées avec beaucoup de précautions ! Ces difficultés limitent jusqu'ici l'étude de l'évolution de ce secteur périphérique, ainsi que celle des conflits, qui risquent de changer de nature au fur et à mesure que les nouveaux besoins d'une société à croissance ralentie infléchiront le sens des évolutions futures.